

Réinventer la Gauche 95

Café politique de « Réinventer la Gauche Val d'Oise »

Mercredi 23 Janvier 2008 - 21h - Sannois - Café *Le Must*

F. Faravel : Je vous remercie d'être venus nombreux, ce soir à Sannois, pour participer au premier café politique de réinventer la gauche Val d'Oise, qui traitera de ce que nous avons appelé « les véritables freins de la croissance ». Votre présence est d'autant plus appréciable, que nous vous savons tous impliqués dans vos communes dans la campagne des élections municipales, mais nous espérons vous offrir ce soir un espace de respiration intellectuelle, qui tranche peut-être avec les préoccupations très terre à terre de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui des « élections de proximité ».

Un mot de la démarche de notre groupe... Notre parti a essuyé deux graves défaites au printemps dernier, absent du pouvoir depuis 6 ans maintenant, il peine à retrouver un souffle, il peine à retrouver une cohérence dans ses propositions et dans sa vision de la société et du monde, tant il est vrai que la campagne présidentielle a jeté un certain trouble intellectuel et idéologique à gauche et au Parti socialiste.

La doctrine du Parti socialiste est à réinventer... Il nous est apparu nécessaire de ne pas attendre les débats de congrès pour discuter publiquement du fond, hors des positionnements de campagne électorale et des positionnements de personnes.

Notre analyse c'est que c'est aujourd'hui sur la question sociale, c'est-à-dire dans sa doctrine économique, dans le cadre d'une économie mondialisée, avec des outils nationaux souvent dépassés que la gauche doit prioritairement travailler. Le néolibéralisme est dans l'air du temps et la faiblesse ou la paresse intellectuelle et politique pousse la majorité des responsables politiques, y compris et notamment au Parti socialiste, à ne pas chercher plus loin leur pensée économique. Nous considérons qu'il y a urgence à construire une pensée alternative et que c'est dans le cadre d'une véritable bataille culturelle, d'un nouveau rapport de force à gauche que nous pourrions ensuite déterminer des propositions fortes d'où la question sociale ne serait pas absente, bref que les sociaux-démocrates puissent emmener sur leur terrain les libéraux de gauche et créer une dynamique politique portant à nouveau la gauche au pouvoir pour permettre la transformation sociale.

D'autres débats vous seront proposés, sur l'éducation, le rapport du politique à la culture...

C'est Liem Hoang-Ngoc, économiste, chercheur au CNRS et professeur à Paris-I, qui nous fait le plaisir d'intervenir ce soir, et je le remercie encore d'avoir accepté de se déplacer dans le Val d'Oise, la veille de son intervention avec La Forge sur le Rapport Attali. Liem est par ailleurs membre du conseil national du PS et délégué national du PS à la fiscalité.

On remerciera aussi Jacques Attali, qui a permis que notre calendrier politique tombe aussi bien ce soir, et qui vont nous permettre ce soir en avant-première d'y apporter une réponse.

À toi, Liem...

Liem Hoang-Ngoc : Attali reprend la lignée des précédents rapports publiés sur le même sujet des freins à la croissance et d'inspiration libérale : Boissonnat, Vierville, Camdessus... Ils ont un dénominateur commun : les freins à la croissance proviennent tous d'un excès de dépenses publiques. Ils développent un discours anxigène sur la dette, promeuvent le détricottage de l'État social, les réductions massives de personnels, décrivent un système éducatif et universitaire inadapté (« vive la loi Pécresse », autonomie et financements privés) et la rigidité du marché du travail, du contrat de travail et la lourdeur du coût du travail. Ils défendent des baisses massives de prélèvements directs contre une hausse de la TVA, le transfert des cotisations sociales vers la TVA (+1,2 points) et la CGS (+0,3 points), sans jamais relégitimer la progressivité de l'impôt. Les quelques lignes sur le pouvoir d'achat sont édifiantes : la hausse des salaires serait impossible, il faudrait donc faire baisser les prix en favorisant la grande distribution.

Bref, on est dans la justification a priori et a posteriori de la politique gouvernementale et des attaques « du modèle hérité de l'après-guerre ».

Le pilotage de l'économie en France

On ne vit pourtant pas dans un pays socialiste... Les socialistes ont accepté les règles de l'économie de marché en 1983, le RPR a abandonné le gaullisme social avant de reprendre le pouvoir en 1986. Nous sommes dans une phase d'achèvement de l'ouverture à la concurrence, qui s'est accompagnée de privatisations qui n'étaient nullement obligatoires. À cette occasion, on a abattu tous nos « champions nationaux » ; la structure capitaliste des entreprises françaises est comparable à celle des britanniques : le noyau dur représente 20 % du capital, 40 % sont des fonds de pension qui exercent une forte pression avec néanmoins une possession du capital sur une très courte durée. Notre politique industrielle est donc très peu interventionniste !

La fiscalité

La progressivité de l'impôt sur le revenu et sa capacité de redistribution ont été largement réduites (17 % des recettes fiscales), les derniers avatars de cette politique étant le bouclier fiscal... 50 % des recettes fiscales sont issues de la TVA. On a baissé l'impôt sur les sociétés et transféré la majeure partie des cotisations sociales sur la CSG.

La part des dépenses publiques dans le PIB n'a pas évolué depuis 1983 : nous sommes toujours à 53 %, mais il faut tenir compte de l'accroissement de la dette dûe à une diminution des recettes découlant des baisses d'impôts successives accordées aux catégories aisées et très aisées et aux entreprises. Pourtant ces mesures n'ont pas relancé la croissance économique pour autant et les budgets de l'État - à de rares exceptions près - sont toujours fondés sur des estimations de croissance supérieures à la réalité (ce qui amplifie d'autant la dette).

Les politiques des 25 dernières années n'ont pas relancé la croissance, mais elles ont comprimé les dépenses de l'État (-2 points) parallèlement à un accroissement « naturel » des dépenses sociales (+2 points) lié au vieillissement de la population et au développement des technologies sanitaires.

Le travail

La part du travail dans les entreprises correspondait en 1983 à 75 % du capital, il n'est que de 65 % aujourd'hui, le travail a donc perdu 10 points par rapport au capital. Les salaires ont été particulièrement flexibles ; le travail non qualifié a vu son coût baissé (les cotisations sociales sur le SMIC sont proches de zéro, l'État débourse 25 milliards d'euros pour cela).

L'emploi est très flexible, en France 4 travailleurs sur 10 changent d'emploi dans l'année, contre 3 sur 10 seulement au Danemark vanté pour sa flexsécurité, grâce à l'intérim, aux CDD. La durée du travail effective est de 41 heures hebdomadaires en France comme en Allemagne et ce malgré les 35h et avec une plus grande productivité des Français (les Etatsuniens sont les plus productifs, suivis des Norvégiens puis des Français). Donc la part du travail a chuté en terme de valeur comparativement aux gains de productivité qui ont nourri les rémunérations des actionnaires.

Parallèlement le pouvoir d'achat reste bloqué, désormais les statistiques moyennes elles-mêmes ne peuvent plus le masquer. Il a stagné de 1998 à 2005, il recule réellement depuis 2005, si l'on tient compte des CDD et de l'intérim. Les moyennes ont masqué longtemps la réalité et les fortes inégalités car les 5 % des revenus les plus élevés ont vu leurs revenus croître de 11 % dans les dix dernières années alors que tous les autres stagnaient.

Les véritables freins à la croissance

Ils sont donc ailleurs. Les politiques économiques menées depuis 25 ans au nom de l'efficacité ne sont pas efficaces au regard des résultats français et de la zone euro : la croissance est molle - +1,5 à 2 % en France par an, +2,5 % dans la zone euro, +5 % aux USA et +10 % en Asie... Pourtant notre potentiel actuel est de 3/3,5 %.

Nous connaissons une **panne des investissements**, avec un effet ciseau (plus les profits montent, moins les investissements sont importants). Les taux de marge des sociétés sont forts, l'autofinancement est disponible, les sociétés sont relativement désendettées et peuvent aller sur les marchés chercher les financements qui leur manquent. Enfin l'épargne des cadres du capitalisme est énorme.

Les profits sont toujours plus redistribués aux actionnaires. Les dirigeants ne vont pas investir dans l'économie réelle si les dividendes ne sont pas suffisants pour satisfaire les demandes de rentabilité de ces mêmes actionnaires : ils préfèrent donc la bourse et les dynamiques fusion-acquisition avec plans sociaux à la clé qui permettent de dégager des marges par croissance externe. L'Europe souffre d'une absence d'économie innovante, les NTIC représentent 15 % de l'investissement chez nous contre 45 % aux USA. En conséquence, les PME sous-traitantes souffrent d'un nombre insuffisants de commandes, la concurrence s'accroît entre elles sur fond de pénurie de commandes, mais aussi avec les pays à bas coûts et la zone dollar. Dans ces conditions, les grands discours sur le soutien aux PME sont inopérant car les grosses entreprises n'innovent pas. Qu'on le veuille ou non, la France a toujours vécu dans le cadre d'une initiative « planifié » dont dépendait ensuite nos PME. Quand cette initiative disparaît le développement économique ralentit.

Nous entrons aussi dans une **panne progressive de la consommation**. Les profits ont été pris sur les salaires, sans pour autant soutenir l'investissement. L'économie française n'est aujourd'hui plus tirée que par la consommation des catégories aisées, dans un contexte de balance commerciale déficitaire car les produits innovants ne viennent pas de notre production... mais le Luxe français se porte très bien.

A contrario, la consommation populaire chute avec l'augmentation du prix des matières premières et des loyers.

Sur les 15 milliards assumés du Paquet fiscal, 6 milliards concernaient les heures supp, mais elles ont été budgétées sur le même niveau que 2007 ce qui démontre que le gouvernement connaissait le manque de succès à l'avance de sa mesure. Les 9 autres milliards partent pour les catégories aisées : pas d'investissements mais elles n'ont pas de besoins de consommation supplémentaires pour remettre cet argent dans l'économie.

Les 9 milliards partent donc vers la spéculation boursière et immobilière. De plus, ces catégories accusent un excès d'épargne ; nous subissons une économie de rentiers contre-productive.

Comment relancer la croissance ?

Il est nécessaire de **réinventer la politique industrielle**. On aurait pas du privatiser EDF, GDF, France Télécom. Les directives n'imposaient pas ces privatisations. Il existe des secteurs où la concurrence est de fait impossible, ce qu'on appelle des « monopoles naturels ». Les entreprises de réseaux n'émergent pas spontanément : l'installation, l'entretien, la tarification à coût marginal (qui permet à l'utilisateur de payer un prix accessible malgré le manque de profit de l'entreprise) nécessitent des investissements majeurs, un retour sur investissements minimal. Une entreprise privée ferait des pertes.

Le monopole en l'occurrence est nécessaire pour capter la rente, une entreprise privée dans ces circonstances abandonnerait le coût marginal, pour dépasser le coût moyen et faire des profits. Dans le public, c'est la collectivité, l'État qui comble les trous.

Il faut ouvrir le débat avec la commission européenne. Les nationalisations à coût réduit restent possibles sur la base de mise en circulation d'obligation d'État pour les épargnants.

Le Partage des revenus doit réalimenter la consommation et l'emploi. C'est-à-dire qu'il faut rétablir une véritable fiscalité progressive. Il faut également tordre le coup à la pureté du refus de l'emprunt et de la dette. L'État français n'est pas en faillite. L'actif français permet un solde positif de 20 % du PIB. De plus, la forte épargne des hauts revenus aime la dette publique, notamment aux travers des obligations d'État qu'elle souscrit car l'État peut rembourser sa dette et la rembourser. La solution réside dans la mobilisation par l'État de l'épargne pour des productions utiles et efficaces, c'est-à-dire « porteuses d'avenir ». Ce sont les épargnants d'aujourd'hui qui paient la dette actuelle, la dette ne pèse pas ou très peu sur les générations futures. Les marges existent, elles ne sont pas utilisées et orientées vers la dépense active (industrie, innovation, éducation, santé...).

Les salaires sont une des données de la solution. Le gouvernement peut agir sur le partage des revenus malgré les entreprises. La part des salaires dans les revenus a baissé et cette baisse a été voulue, organisée : désindexation hors promotion chez les fonctionnaires, puis la pression s'est accrue dans le privé et le décrochage salaire/inflation y a été effectif dès 1983. Les minima de branches n'ont pas été revalorisés, le SMIC n'est plus indexé sur l'inflation.

On peut donc agir dans le sens inverse : revaloriser le SMIC (17 % de la population active) et rétablir l'indexation du salaire des fonctionnaires sur l'inflation (25 % de la population active). Pour toucher les autres niveau de la grille, il faut commencer par relever les minima de branches et procéder par le principe d'extension. Pour éviter une hausse des prix qui pourrait en découler, la conférence annuelle sur les salaires et sur les prix doit permettre de s'entendre sur les prix pour arrondir les effets du systèmes dans l'intérêt de tous les acteurs. Notamment, on peut promouvoir l'indexation des salaires à la fois sur l'inflation et la productivité pour éviter un accroissement du coût du travail. Or depuis 1983, on privilégie à la fois la modération salariale et la désindexation.

Questions dans la salle :

- on nous a expliqué que la hausse des salaires, entraîner une hausse des coûts qui se terminait en délocalisation. Que peut-on y faire ?

- « Travailler plus pour gagner plus » : mais les heures supplémentaires des salarié(e)s impliquent de fait des coût supplémentaires pour les charges familiales et des collectivités (services, etc.).
- Peut-on encore tenir un raisonnement fondé sur une croissance infinie ?
- La consommation aujourd'hui porte sur des produits étrangers, quel est l'intérêt de relancer la consommation ?
- Supprimer les départements permet-il de réaliser des économies ?
- Sur le pouvoir d'achat qui croire ? Xavier Timbaud de l'OFCE explique qu'en dehors des travailleurs précaires, les autres catégories iraient bien et qu'elles ne souffrent que d'un « sentiment d'insécurité » financière ?
- Théorie des dominos économiques : peut-on transférer les cotisations sociales salariées des bas salaires vers l'impôt ? Pour l'impôt sur les sociétés, il faut tenir compte de la masse salariale.
- Ne verrait-on pas avec la montée du capitalisme financiarisé se réaliser la « prophétie » de Maurice Thorez sur la paupérisation inéluctable du prolétariat et du salariat, alors qu'elle avait été invalidée par les économies occidentales de l'après-guerre ?
- Comment répondre à un sous-emploi des senior qui mine la productivité des Français sur une vie entière ?
- Les outils keynésiens traditionnels se sont avérés porteurs dans un contexte national, face à la mondialisation les systèmes et les protections se sont effondrés. Tu nous proposes à nouveau une méthode peu ou prou keynésienne, où porter le débat ?
- Comment faire pour rompre un sentiment de fatalité ancré dans l'expérience de 2 générations qui ont grandi avec le chômage ?

Réponses de LHH :

- **Pour comprendre les économistes, il faut connaître le modèle auquel ils se réfèrent.** L'OFCE en l'occurrence défend un modèle de relation inverse entre les salaires et l'emploi, dans une optique néo-keynésienne. Leur fonction de production est substitutive, c'est-à-dire que le capital et l'emploi peuvent indifféremment être substitués l'un à l'autre. De fait cela induit que le gâteau emplois/salaires ne peut véritablement évoluer et que pour augmenter l'emploi il faut contraindre les salaires. Je me réfère à une fonction de production complémentaire, en tant que post-keynésien, le capital et l'emploi sont complémentaires et le facteur capital (machine notamment) n'est jamais utilisé à 100 % par les entreprises qui ont donc de la marge en terme de production et de productivité selon la manière dont elles utilisent leur capacité de production. Il y a donc de la marge pour les salaires, à condition qu'on produise et qu'on innove. Finalement, économistes néo-classiques et économistes néo-keynésiens sont assez proches.
- **Concernant les cotisations sociales,** il faut déterminer ce que l'on considère comme des dépenses universelles et non uniquement l'entreprise ou le salarié. La santé par exemple est une dépense universelle. La caisse d'assurance maladie est financée par des cotisations salariales gérées par les partenaires sociaux, mais ces cotisations sont par définition inégalitaires (puisque tout le monde ne paie pas,

mais tout le monde en profite) et elles sont mêmes dégressives ! L'impôt direct serait donc plus juste pour le financement de la CNAM (pas la TVA même rebaptisée « sociale » car elle est dégressive par définition). C'était le fondement de la CSG, payées par les ménages et les entreprises, mais la CSG est proportionnelle et non progressive. En découle notre proposition intégrée dans celles du Parti socialiste depuis la synthèse du Mans (novembre 2005) - un peu oubliée depuis - de fusionner la CSG (calculée sur une assiette large) et l'IRPP, avec renégociation générale sur les niches fiscales, la relance de la progressivité et un abattement à la base. Cela impliquerait également la suppression de la prime pour l'emploi. On peut aussi créer une Contribution sur la Valeur Ajoutée, Impôt sur les Sociétés bis, avec transfert des prélèvements sur les entreprises capitalistiques faibles en main-d'oeuvre.

- **La croissance économique peut-elle être infinie ?** Cela dépend de la manière dont on la définit. On peut concilier croissance et développement durable. 70 % de notre croissance est aujourd'hui immatérielle. Nous avons besoin d'un « socialisme de l'abondance », car il faut satisfaire les besoins de la population. Aujourd'hui, nos taux de croissance fléchissent, le problème réside dans la nature de la production. Le choix du développement durable n'est pas « naturel », c'est un choix de politique industrielle qui doit être clairement assumé pour réorienter la production. À ce titre, l'Etat doit intervenir auprès des Conseil d'administration des entreprises.
- **Comment augmenter les salaires face aux pays à bas coûts ?** Les salaires ne sont pas seuls en cause, il faut prendre en compte également la fiscalité sur les sociétés et les hauts revenus. Les politiques keynésiennes peuvent redevenir pertinentes à l'échelle de l'Europe. Il faut poser la question du protectionnisme, c'est ni plus ni moins ce qui a été fait lorsqu'a été soulevée la proposition du tarif extérieur commun, mis sur la table y compris par les Libéraux européens, qui comprennent bien que malgré le discours sur la « stratégie de Lisbonne » : 1. L'Europe n'a pas choisi l'innovation, 2. les transferts de technologies sont aboutis vers la Chine, l'Inde, etc. mais sans sécurité sociale, syndicats, droit du travail... Il est tout à fait naturel de défendre au niveau européen une posture d'équité face au *dumping* social. Le Japon, l'Inde, la Chine et les USA, malgré l'OMC, sont protectionnistes et depuis que Pascal Lamy en est le DG il a eu l'occasion de s'en rendre compte. Il faut retrouver un équilibre fécond entre protection et échanges.
- **Sur le taux d'emploi des seniors**, cessons de nous faire piéger par le discours sur le plein emploi. Nous ne sommes pas en plein emploi. Ce sont les 3 millions de chômeurs âgés de 20 à 50 ans, à très forte potentialité productive, qu'il faut absolument remettre au travail. La « stratégie de Lisbonne » en ce sens a été creuse. L'emploi, le travail renaîtront de l'investissement des entreprises plutôt que de chercher absolument à faire bosser les plus de 50 ans et de rallonger la durée de cotisation ou de reculer l'âge du départ à la retraite.

À 23h15, les participants ont convenu de mettre un terme à la soirée, mais les discussions se sont longuement poursuivies tard dans la soirée au bar.